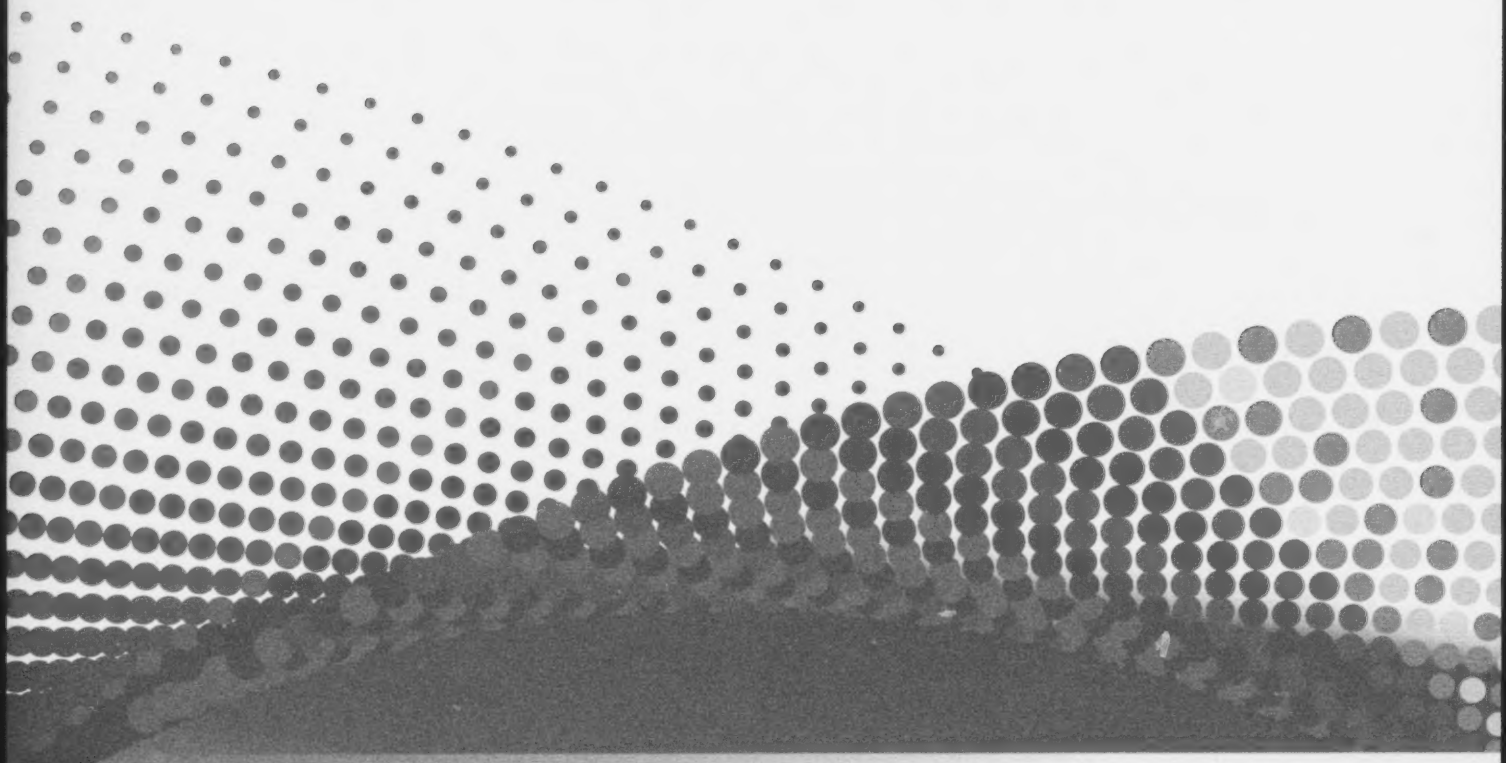
Financial Consumer Agency of Canada
Agence de la consommation en matière financière du Canada

RAPPORT D'AVANCEMENT : PLAN NATIONAL DE RECHERCHE DU CANADA SUR LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE 2016-2018

Avril 2018



Canada

Le présent rapport décrit l'état d'avancement de la recherche sur la littératie financière au Canada depuis l'annonce du Plan national de recherche sur la littératie financière 2016-2018.

À propos du sous-comité de recherche

Le sous-comité de recherche sur la littératie financière conseille la chef du développement de la littératie financière du Canada et le Comité directeur national (CDN) sur des questions liées à la recherche, et il collabore avec le milieu de la recherche afin de coordonner les initiatives, cibler et mettre à profit les efforts et éviter le double emploi.

Axé sur la collaboration, le rôle du sous-comité s'inscrit dans l'objectif de produire des éléments probants nécessaires à la mise en œuvre réussie de la *Stratégie nationale pour la littératie financière – Compte sur moi, Canada*.

Au cours de son mandant de deux ans (2016-2018), le sous-comité de recherche inaugural, établi en 2016, avait pour principaux produits livrables les suivants :

- cerner les priorités en matière de recherche;
- proposer un Plan national de recherche sur la littératie financière tenant compte des domaines de recherche ainsi que des initiatives particulières de recherche qui devraient être réalisées en priorité.

Membres du sous-comité de recherche

Le sous-comité de recherche a été formé de représentants des secteurs public, privé et sans but lucratif. Les membres possèdent, collectivement, un ensemble varié et complémentaire de compétences et de spécialités.

Bruno Lévesque, président, Agence de la consommation en matière financière du Canada
Cairine Wilson, coprésidente (retraitée), Comptables professionnels agréés Canada
Simon Brascoupé, AFOA Canada
Derek Dedman, Fondation pour la planification financière
Karen Duncan, Université du Manitoba
Jan Dymond, Institut des fonds d'investissement du Canada
Noah Gitterman, Protection du consommateur de l'Ontario
Jodi Letkiewicz, Université York
Pierre-Carl Michaud, HEC Montréal
Jennifer Robson, Université Carleton
David Rothwell, Université d'État de l'Oregon
Shishir Shahnawaz, Société canadienne d'hypothèques et de logement
Dilip Soman, Université de Toronto
Brenda Spotton Visano, Université York
Evren Damar, Banque du Canada

Table des matières

À propos du sous-comité de recherche 2

Table des matières 3

Remerciements à l'intention du sous-comité de recherche du Comité directeur national sur la littératie financière 4

Message du président du Comité 5

1.0 Une littératie financière judicieuse 6

1.1 Études visant à cerner les facteurs jouant sur la littératie financière à la lumière de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF) 7

2.0 Application des notions d'économie comportementale aux interventions en matière de littératie financière 13

2.1 Études appliquant les contributions de l'économie comportementale à l'éducation financière et aux comportements liés à la prise de décisions financières 14

2.2 Stratégie novatrice de prise de contact avec les Canadiens pour les encourager à faire un budget 17

3.0 Une littératie financière mieux ciblée 20

3.1 Compréhension du bien-être financier des Autochtones 21

3.2 Compréhension de la pauvreté par manque d'actifs au Canada 22

3.3 Examen de la relation entre la prestation de soins par la famille et les finances familiales 25

3.4 Littératie financière en milieu de travail 27

3.4.1 Recherche axée sur l'importance de la littératie financière en milieu de travail 27

3.4.2 Recherche sur les préférences en matière de littératie financière en milieu de travail 28

3.5 Mieux connaître ceux qui ont recours aux prêts sur salaire 29

4.0 Perspectives internationales 32

4.1 Mesure de la littératie et de l'inclusion financières 32

4.2 Mesure de la littératie financière des jeunes Canadiens 36

5.0 Une littératie financière plus efficace 39

6.0 Une vision prospective 40

6.1 Faire une place au bien-être financier dans la littératie financière 40

Canada

Remerciements à l'intention du sous-comité de recherche du Comité directeur national sur la littératie financière

Le tout premier Plan national de recherche sur la littératie financière du Canada ouvre la voie à un meilleur bien-être financier de la population canadienne.

La *Stratégie nationale pour la littératie financière – Compte sur moi, Canada* a été conçue pour mobiliser et susciter la participation des secteurs public, privé et sans but lucratif, afin de renforcer la littératie financière des Canadiens et leur donner les moyens de gérer leur argent et leurs dettes judicieusement; de planifier et d'épargner pour l'avenir; de prévenir la fraude et l'exploitation financière et de s'en protéger.

Pour assurer le succès de cette entreprise ambitieuse, nous savions qu'il fallait réunir des chefs de file brillants et influents dans le domaine. Ainsi, en 2016, le Comité directeur national sur la littératie financière a formé un sous-comité de recherche dont le mandat serait de fournir des conseils d'experts fondés sur des données probantes solides. Dans les pages qui suivent, nous présentons le travail fondamental et exceptionnel réalisé par ce comité en vue d'orienter la mise en œuvre de la Stratégie nationale au cours des deux dernières années.

Au nom du Comité directeur national et de mes collègues de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC), je souhaite exprimer ma sincère gratitude à chacun des membres du sous-comité de recherche. Ensemble, vous êtes parvenus à définir l'orientation du programme de recherche sur la littératie financière à l'intention des intervenants des quatre coins du pays. Parallèlement, chacun de vous a généré les éléments probants qui contribuent directement à la mise en œuvre de la *Stratégie nationale pour la littératie financière*.

Votre dévouement et votre savoir-faire en la matière ouvrent la voie à une amélioration du bien-être financier des Canadiens.

Je vous remercie de votre travail acharné et de votre grand leadership.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La chef de la littératie financière du Canada,
Jane Rooney

Canada

Message du président du Comité

C'est un honneur pour moi de rendre public le travail du sous-comité de recherche du Comité directeur national sur la littératie financière. J'ai eu le privilège d'être à la présidence de ce comité, et ainsi d'être témoin de l'incroyable passion avec laquelle les membres se sont investis dans leur travail. C'est avec une joie sincère que j'ai collaboré avec un groupe d'experts des plus motivés et des plus inspirants, un groupe résolu à accroître le bien-être financier des Canadiens au moyen de données empiriques.

Le Plan national de recherche sur la littératie financière du Canada 2016-2018 a été élaboré par le sous-comité de recherche, d'après les derniers résultats significatifs, en vue de cerner les lacunes dans la recherche, les occasions de recherche et les initiatives de recherche en cours. Ce plan sert de feuille de route à l'intention du vaste réseau de chercheurs qui, dans le domaine de la littératie financière, mettent sur pied des projets de recherche novateurs. Ces projets permettront d'approfondir l'ensemble des données probantes dont nous disposons tous pour aider les consommateurs dans les sphères prioritaires suivantes :

- réduction de la dette des ménages
- établissement d'un budget
- augmentation de l'épargne
- compréhension des produits et services financiers offerts dans un marché sans cesse plus complexe.

Par ailleurs, le plan de recherche a contribué à mieux faire connaître, au pays et à l'étranger, les travaux de recherche sur la littératie financière menés dans l'ensemble du pays.

Le présent rapport a pour but de diffuser les leçons tirées, afin d'orienter le travail des spécialistes et celui des chercheurs dans les domaines liés à la littératie financière. Vous trouverez dans les pages qui suivent les grands thèmes et les nouvelles tendances cernés par les études qui contribuent à la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la littératie financière. De plus, nous y soulignons les possibilités de recherche futures, et également ce qu'impliquent les résultats pour les spécialistes.

Au nom des membres du sous-comité de recherche, j'espère que les résultats présentés dans ce rapport d'avancement seront utiles et inspirants.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bruno Lévesque
Le directeur, Éducation, recherche et politiques
Agence de la consommation en matière financière du Canada

1.0 Une littératie financière judicieuse

Il est important de comprendre les notions financières, mais cela ne suffit pas pour obtenir tous les résultats financiers souhaités. Il est également crucial d'avoir confiance en sa capacité de mettre en pratique ses connaissances pour prendre des décisions dans des conditions réelles.

Un ensemble croissant d'éléments probants montre que la littératie financière – à savoir les connaissances, les compétences et la confiance dont une personne a besoin pour prendre des décisions financières éclairées – joue un rôle prépondérant dans la gestion de l'argent, ainsi que dans la planification et l'épargne pour l'avenir. Un élément clé du Plan national de recherche sur la littératie financière 2016-2018 (ci-après le Plan national de recherche) vise à rendre les interventions en matière de littératie financière plus **judicieuses**. Autrement dit, nous souhaitons faire évoluer les interventions en littératie financière à la lumière de données empiriques concernant :

- les facteurs qui contribuent à la prise de décisions financières;
- le meilleur moment pour réaliser les interventions;
- les sources et mécanismes les plus utiles pour effectuer les interventions financières.

Le Plan national de recherche souligne l'importance de pousser plus loin la tendance récente observée dans la littérature qui consiste à étudier le rôle de facteurs psychosociaux dans la prise de décisions financières. Par exemple, des données probantes révèlent qu'un grand éventail de facteurs connexes influent sur les décisions financières, notamment :

- la confiance en matière financière (et la notion cousine, l'auto-efficacité);
- la fonction exécutive (comme la maîtrise de soi, la mémoire de travail, la résolution de problèmes);
- les perceptions et attitudes concernant l'argent (comme l'attitude concernant le temps);
- les habitudes comportementales.

Nous apprenons qu'en plus des connaissances nécessaires à la prise d'une décision, de nombreux facteurs psychosociaux influent la mesure dans laquelle les consommateurs persistent à traiter un problème pour trouver la bonne solution pour eux. Certains de ces facteurs sont liés aux aptitudes nécessaires pour programmer des comportements sur le plan financier, puis à s'en tenir à ce plan.

1.1 Études visant à cerner les facteurs jouant sur la littératie financière à la lumière de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF)

Les études présentées dans la présente partie du rapport s'appuient sur des données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF) et visent à appliquer les données probantes liées aux facteurs psychosociaux à la réalisation d'interventions plus judicieuses en littératie financière.

À propos de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF)

L'ECCF a été conçue pour dresser le portrait des connaissances, des aptitudes et des comportements des Canadiens en ce qui a trait à la gestion financière personnelle. Elle est menée sur le terrain tous les cinq ans pour obtenir un ensemble complet de données permettant de décrire les différentes stratégies des répondants concernant la gestion de leurs finances et de leur budget, la gestion financière à long terme et la planification financière en général.

Les chercheurs souhaitant mener leur propre analyse approfondie peuvent demander un fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) auprès de Statistique Canada, lequel peut être obtenu sans frais. Pour de plus amples renseignements sur la façon d'accéder à ces données, veuillez contacter l'équipe du service à la clientèle et de la diffusion de données de Statistique Canada, à l'adresse STATCAN.SSDClientServices-DESServicealaclientele.STATCAN@canada.ca.

Possibilités de recherche futures

L'ACFC planifie actuellement le redéploiement de l'ECCF, en 2019. Au cours de l'année à venir, l'ACFC cherchera les possibilités d'améliorer les mesures actuelles tout en veillant au maintien de la comparabilité continue des données. Par exemple, l'ACFC envisagera d'ajouter de nouvelles questions pour combler les lacunes sur le plan des connaissances et mieux tenir compte de l'évolution des réalités financières des Canadiens. Certaines questions dont l'utilité est restreinte ou qui ne sont plus d'actualité dans le contexte financier actuel pourraient être revues ou supprimées. Pour ce faire, l'ACFC fera appel à des experts en la matière, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Si vous souhaitez contribuer à l'élaboration de l'ECCF de 2019, veuillez communiquer avec l'ACFC, à l'adresse FCAC.ResearchandPolicy-RechercheetPolitique.ACFC@fcac-acfc.gc.ca.

La littératie financière et le bien-être financier à la retraite au Canada : Une analyse des résultats de l'enquête canadienne sur les capacités financières de 2014

Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC)

La population canadienne vieillit, et la transition vers une planification de la retraite autogérée se poursuit. Ainsi, il est de plus en plus important que les Canadiens sachent à quoi s'attendre à la retraite et comment s'y préparer. À l'aide des données de l'ECCF de 2014, l'ACFC a mené une analyse auprès de la population canadienne âgée de 55 ans et plus pour mieux comprendre les liens qui existent entre la littératie financière et le bien-être financier.

Dans le cadre de cette étude, on a modélisé l'incidence d'une augmentation de la littératie financière sur le bien-être financier des retraités et des quasi-retraités. Plus concrètement, le but de ce travail consistait à cerner les incidences particulières des connaissances, des compétences et de la confiance sur le bien-être à la retraite au Canada, après la prise en compte d'un certain nombre de variables démographiques importantes (comme le sexe, l'état matrimonial, la scolarité et le revenu). Selon les résultats, les deux éléments les plus importants de la littératie financière étaient 1) la confiance en soi en matière de finances, 2) la capacité de mettre en pratique des conseils sur les produits financiers. Ces variables sont liées positivement aux indicateurs de bien-être financier.

Les résultats concernant la confiance en matière de finances concordent avec ce qu'on peut lire dans la littérature, à savoir que les facteurs psychosociaux (comme l'auto-efficacité et la confiance en soi) jouent un rôle important dans les résultats liés au bien-être financier. On a constaté que les retraités qui ont le sentiment d'être bien informés et en mesure de gérer leurs finances (joindre les deux bouts, choisir des produits financiers, etc.) sont plus susceptibles de déclarer avoir un bon niveau de vie. De façon similaire, les quasi-retraités dont le degré de confiance en matière de finances est plus élevé présentent plus souvent des résultats favorables au regard des indicateurs de bien-être financier.

Comme l'analyse effectuée est de nature transversale, il est impossible de délimiter clairement la cause et l'effet. Ainsi, il y a de fortes chances que la confiance en matière de finances (et d'autres variables des modèles) et le bien-être financier à la retraite et à la préretraite s'influencent mutuellement. Par exemple, la confiance en matière de finances permet sans doute aux consommateurs de participer plus activement à leurs affaires financières, ce qui en retour peut mener à de meilleures connaissances, à de meilleures compétences et à une confiance accrue.

Les résultats donnent à penser que les retraités et quasi-retraités pourraient tirer profit de méthodes d'apprentissage par expérience ayant pour objectif d'accroître leur

confiance à l'égard des questions financières. Ce type de méthodes pourrait être axé sur les possibilités d'apprentissage permettant aux consommateurs d'acquérir une expérience concrète des produits financiers ainsi que des compétences correspondant à leur propre situation.

Le lien entre la confiance en matière de finances et la situation financière des Canadiens en âge de travailler et

Le rôle de la littératie financière dans les décisions financières et la préparation à la retraite chez les aînés et les personnes qui approchent de l'âge de la retraite

Société de recherche sociale appliquée (SRSA)

En s'appuyant sur les données de l'ECCF de 2014, la SRSA a mené deux études qui montrent l'importance de la confiance en matière de finances en tant qu'indicateur des résultats sur le plan financier. Ces études sont considérées comme étant de grandes contributions au Plan national de recherche, parce qu'elles figurent parmi les toutes premières études s'intéressant à l'incidence de la confiance en matière de finances sur la prise de décisions financières dans un contexte canadien.

Ces études révèlent que l'importance relative des connaissances financières et de la confiance en matière de finances dépend du type de comportement financier. Par rapport aux connaissances financières, la confiance en matière de finances est un meilleur indicateur des résultats de la gestion quotidienne de l'argent et des dettes (comme régler ses factures, tenir un budget). Autrement dit, les Canadiens qui s'en tirent mieux pour assurer la gestion quotidienne de leurs finances sont ceux qui ont confiance en leurs aptitudes à joindre les deux bouts, à choisir le meilleur produit et à se tenir informés des questions financières, entre autres. Tout porte à croire que la façon de gérer l'argent au quotidien tient surtout à la capacité de s'organiser et d'adopter de saines habitudes sur le plan financier.

L'examen des comportements relatifs à la planification et à l'épargne à long terme (comme les placements, la souscription d'assurances) révèle que les Canadiens affichant les meilleurs résultats sont ceux qui présentent des niveaux élevés à la fois de connaissances financières et de confiance en matière de finances. La planification à long terme exige de connaître le fonctionnement des produits et services (comme l'intérêt composé) et les notions apparentées (comme la diversification des risques). On a constaté que cette connaissance ainsi que la confiance en sa capacité de magasiner et de choisir des produits, par exemple, étaient présentes chez les personnes dont les résultats à long terme étaient les meilleurs.

Des résultats moins favorables ont été observés tant pour les personnes peu confiantes que trop confiantes, ce qui donne à penser qu'une grande confiance en matière de

finances ne protège pas les personnes ayant peu de connaissances contre les conséquences d'une mauvaise planification et d'une épargne lacunaire. Les personnes ayant des connaissances limitées, mais une grande confiance en matière de finances sont aussi exposées à risque accru de connaître des revers financiers. Ce constat vaut particulièrement pour les retraités et les quasi-retraités.

De manière générale, cette recherche met en lumière différents liens entre la confiance et les connaissances, d'une part, et la prise de décisions financières, d'autre part. Elle donne à penser que l'adoption d'une approche unique dans le cadre des interventions ne produira vraisemblablement pas d'avantages. Les interventions doivent plutôt s'appuyer sur une compréhension accrue des mécanismes qui font en sorte que le manque de confiance et de connaissances mène à de piètres résultats. Elles doivent également être adaptées aux besoins des personnes, en fonction de leur degré de confiance et de connaissances. Il faut ajouter que les interventions en matière d'apprentissage par l'expérience sont essentielles pour accroître le niveau de confiance et de connaissances financières : la méthode d'apprentissage par l'action permet d'apprendre de ses propres expériences, en vue de mettre en place des stratégies de gestion financière fructueuses.

The Impact of Financial Education Participation on Financial Knowledge and Efficacy: Evidence from the Canadian Financial Capability Survey[1]

David Rothwell et Shiyou Wu

Dans cette étude, Rothwell et Wu ont cherché à évaluer la relation qui existe entre l'éducation, les connaissances et de l'auto-efficacité en matière financière. Les auteurs ont utilisé deux vagues de données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières (ECCF de 2009 et de 2014), représentatives sur le plan national, pour comparer la situation des Canadiens qui avaient suivi une formation financière à la situation de ceux qui ne l'avaient pas fait. Pour mesurer l'auto-efficacité financière, on a retenu une méthode semblable à celle employée pour mesurer la confiance en matière de finances dans les travaux de recherche de la SRSA et dans l'étude de l'ACFC sur la relation entre la littératie financière et le bien-être financier à la retraite au Canada, mentionnées précédemment dans le présent rapport.

Après appariements et rajustements pour tenir compte de facteurs démographiques et économiques, les personnes ayant suivi une formation financière affichaient des résultats supérieurs en matière d'auto-efficacité financière. Cependant, seuls les participants de sexe masculin affichaient des résultats supérieurs en matière de connaissances financières. Les résultats des femmes en matière de connaissances financières étaient similaires d'un groupe d'âge à l'autre.

[1] Cette étude fait actuellement l'objet d'un examen.

Les auteurs concluent que la formation financière est liée à une amélioration du bien-être financier. Pour l'avenir, les auteurs font valoir qu'il pourrait être utile de se pencher de plus près sur l'efficacité de l'éducation financière chez les femmes et sur l'importance d'adapter les interventions en matière de littératie financière selon le stade de la vie et le groupe d'âge.

« Nous en savons plus qu'il y a seulement cinq ans sur les facteurs favorisant la littératie financière. Nous disposons d'un ensemble toujours plus vaste de données empiriques pour montrer que la littératie financière n'est pas seulement synonyme de connaissances financières. La confiance en matière de finances (auto-efficacité) a son importance. Nous savons aussi que l'éducation financière permet de développer la littératie financière quand les conditions favorables sont réunies. »
– Dr. David Rothwell, Université d'État de l'Oregon

Principaux points à retenir

- Les connaissances financières sont importantes, mais elles ne suffisent pas à elles seules à l'adoption de comportements financiers souhaitables.
- La confiance en matière de finances est une meilleure variable explicative que les connaissances financières en ce qui concerne les résultats associés à la gestion quotidienne de l'argent et des dettes.
- On observe de meilleurs résultats au regard des comportements relatifs à la planification et à l'épargne à long terme (comme les placements, la souscription d'assurances) chez les personnes qui possèdent à la fois des connaissances et une confiance supérieures en matière de finances.
- La confiance en matière de finances semble aider les aînés et les quasi-aînés ayant des connaissances limitées en finances à adopter des comportements favorables dans plusieurs domaines d'importance. En revanche, une trop grande confiance chez les aînés et les quasi-aînés est associée à de mauvaises décisions financières.

Application des résultats aux programmes de littératie financière

- Les interventions peuvent être améliorées en tenant compte des besoins particuliers des personnes qui manquent de confiance en leur capacité de gérer leurs finances ainsi que des processus de prise de décision qui sont à l'origine de ce faible degré de confiance.
- Les interventions axées sur l'apprentissage par l'expérience sont essentielles pour accroître le degré de confiance et de connaissances en matière de finances, en tant que méthodes d'apprentissage par l'action. Ces types d'interventions donnent l'occasion de mettre ses connaissances en pratique (p. ex. économies virtuelles aux fins de l'apprentissage). Cela permet d'apprendre de ses propres expériences en vue de mettre en place des stratégies de gestion financière fructueuses.

- Les interventions en matière de littératie financière dans le domaine de la planification et de l'épargne doivent tenir compte des effets négatifs possibles d'une trop grande confiance sur les résultats financiers.
- Les interventions en matière de littératie financière pourraient tirer parti d'une conception et d'une évaluation bien pensées qui permettraient de donner des indications utiles sur les types d'interventions qui sont les plus fructueuses selon le public cible.

Possibilités de recherche

- Il est possible de mieux étayer les interventions en matière de littératie financière qui visent à améliorer le bien-être financier des Canadiens, en comprenant mieux les facteurs psychosociaux expliquant les choix financiers (confiance, perception des compétences et connaissances financières). Des travaux de recherche approfondis sur les façons d'améliorer la confiance en matière de finances seraient utiles sur le plan de la conception et de la réalisation des interventions.
- À l'heure actuelle, les travaux de recherche sur le rôle des facteurs psychosociaux dans la prise de décisions financières sont limités du fait qu'ils s'appuient sur des données transversales, ce qui empêche d'établir précisément les causes et les effets. Des données longitudinales sur la prise de décisions financières et les facteurs contributifs au fil du temps permettraient d'approfondir la recherche dans ce domaine.
- Pour étudier les incidences des programmes d'éducation financière, il y a lieu d'obtenir des renseignements supplémentaires sur le type et la durée de la formation offerte, et de savoir si celle-ci a été suivie. Actuellement, l'ECCF ne fournit pas de données aussi détaillées.

2.0 Application des notions d'économie comportementale aux interventions en matière de littératie financière

L'économie comportementale nous a enseigné que les êtres humains ne sont pas toujours rationnels, et qu'ils sont souvent sous l'influence de biais comportementaux. Les gens agissent de façon irrationnelle, et leur comportement change selon la situation et le contexte. Dans cette partie du rapport, nous décrivons les progrès importants qui ont été réalisés au chapitre des interventions en matière de littératie financière et qui s'inspirent de l'étude des comportements.

Les contributions de l'économie comportementale façonnent l'évolution de l'éducation financière, aidant les spécialistes à adapter leurs interventions aux manières dont les consommateurs prennent leurs décisions dans le contexte de leur vie quotidienne. Les contributions de l'économie comportementale permettent aussi d'identifier les outils que les chercheurs et les spécialistes peuvent utiliser pour responsabiliser les consommateurs de produits et services financiers.

Richard Thaler, universitaire américain et pionnier de l'économie comportementale, est connu pour sa théorie du « coup de pouce » (« nudge »), laquelle a eu une influence considérable sur les décideurs des quatre coins du monde. M. Thaler a gagné le prix Nobel d'économie 2017 pour ses travaux qui montrent en quoi les traits de caractère, notamment la faible maîtrise de soi et la peur de perdre ce que l'on possède, mènent à des décisions qui ne produisent pas toujours les meilleurs résultats à long terme.

Un certain nombre de projets associés au Plan national de recherche consistent à étudier l'application des contributions de l'économie comportementale à l'éducation financière et aux comportements liés à la prise de décisions financières. Parmi les questions d'intérêt figure celle d'aider les consommateurs à comprendre les produits et services financiers offerts dans un marché sans cesse plus complexe. Dans certains cas, les travaux de recherche ont misé sur l'architecture des choix et les « coups de pouce » pour donner aux consommateurs des moyens d'agir, alors que dans d'autres cas, on a privilégié la simplification de l'information, les processus et le recours aux données juste à temps pour influencer le comportement. Les constats tirés de ces travaux de recherche sont présentés ci-après.

« Avec l'instauration de nouvelles pratiques de divulgation inspirées de l'économie comportementale (p. ex. formulation en langage simple), les investisseurs canadiens reçoivent plus d'information que jamais concernant leurs placements. Plusieurs organismes, dont l'Institut des fonds d'investissement du Canada, mènent des travaux de recherche pour déterminer en quoi les nouveaux rapports aident les investisseurs à comprendre le rendement de leurs placements et les frais qu'ils paient. Nous espérons ainsi obtenir des données sur ce qui distingue la divulgation efficace, et nous en servir pour ajuster les pratiques de l'industrie et les stratégies de réglementation liées à l'éducation des investisseurs. »
– Jan Dymond, Institut des fonds d'investissement du Canada

2.1 Études appliquant les contributions de l'économie comportementale à l'éducation financière et aux comportements liés à la prise de décisions financières

Projet *Refund to Savings*

Washington University à St. Louis

L'ACFC étudie les possibilités de mettre en application les méthodes de l'économie comportementale pour inciter les Canadiens à épargner en prévision de dépenses imprévues. L'Agence a examiné les méthodes utilisées dans d'autres pays, notamment un projet mené aux É.-U. intitulé *Refund to Savings* (R2S). Cette initiative est la plus importante expérience sur l'épargne jamais menée aux États-Unis. R2S intègre une expérience de promotion de l'épargne à un logiciel TurboTax, offert gratuitement aux ménages ayant un revenu faible ou modéré. Le projet R2S est conçu comme une initiative incitative (« coup de pouce ») visant à influencer les décisions liées à l'épargne. L'équipe du projet R2S a considéré la période de production des déclarations de revenus comme étant le moment parfait pour augmenter les taux d'épargne.

Au cours des dernières années, l'équipe du projet R2S a réalisé des expériences dans le cadre de diverses interventions comportementales auprès des contribuables américains, notamment : des messages d'invitation à épargner; des courriels rappelant aux contribuables d'épargner; une architecture des choix pour donner plus de poids aux décisions d'épargne; et de l'ancrage – par lequel le logiciel propose une proportion donnée du remboursement d'impôt (50 %, 100 %, etc.) que les contribuables pourraient affecter à l'épargne.

À ce jour, les résultats de ces travaux sont très concluants. En 2015 seulement, le projet R2S a incité 21 012 $ contribuables de plus à épargner au sein des ménages à

revenu faible ou modéré, ce qui se traduit par une somme de 35,6 millions de dollars déposée dans des véhicules d'épargne.

En utilisant un logiciel de déclaration de revenus pour sensibiliser des millions de contribuables, le projet R2S offre des interventions « abordables, presque entièrement autonomes et fortement extensibles » qui permettent au participant de prendre en quelques secondes une décision qui aura des répercussions durables.

Financial Literacy in a Box

Behavioural Economics in Action at Rotman (BEAR)[2]
Avni Shah, Dilip Soman, Alice Luo et Yelim Chung, Université de Toronto

Financial Behaviour Online: It's Different

Behavioural Economics in Action at Rotman (BEAR)
Jessica An, Melanie Kim et Dilip Soman, Université de Toronto

Des limites cognitives qui nuisent à la prise de décisions financières empêchent les consommateurs de prendre le contrôle de leurs finances. La complexité et la quantité de données financières que les consommateurs doivent traiter chaque jour accentuent ces obstacles. Ainsi, de plus en plus de travaux de recherche se penchent sur le traitement de cette information chez les consommateurs et sur la possibilité de présenter cette information sous une forme plus accessible pour lui.

Deux initiatives menées récemment par le centre de recherche BEAR montrent en quoi la présentation de l'information oriente la perception que le consommateur s'en fait et, par conséquent, influence sa prise de décisions.

La trousse de littératie financière (« Financial Literacy in a Box », ou FLIB) est un ensemble d'outils visant à réduire l'écart entre les objectifs d'un programme de formation financière (p. ex. l'acquisition de connaissances) et la prise de décisions dans les faits. Cette trousse le permet notamment en rappelant aux gens les leçons tirées de leur formation financière, et ce au moment où ils font leur choix. Les résultats de recherche montrent qu'une telle stratégie fait en sorte que le consommateur a davantage conscience de la situation, et des options qui s'offrent à lui, ce qui l'aide à prendre une décision éclairée.

Cette trousse est principalement centrée sur le régime enregistré d'épargne-études (REEE) et sur le Régime de pensions du Canada (RPC). Par exemple, une des

[2] Le Behavioural Economics in Action at Rotman (BEAR) est un centre (à la Rotman School of Management de l'Université de Toronto) qui cumule des années de recherche sur la prise de décisions en s'appuyant sur des outils éprouvés qui facilitent le changement de comportement. Les chercheurs examinent les problèmes socio-économiques d'un point de vue scientifique et conçoivent des solutions en passant par des méthodes non conventionnelles de production de mécanismes incitatifs, de pénalités ou de renseignements.

initiatives de la FLIB visait la création d'une carte pour portefeuille qui, dans un format simple et attrayant, rappelle aux parents l'information essentielle et les principales étapes à suivre pour ouvrir un REEE.

Les chercheurs du centre BEAR travaillent également à appliquer les contributions de l'économie comportementales aux besoins particuliers des consommateurs dans un environnement en ligne. Pour y arriver, l'une des idées les plus progressistes à l'étude est la prise de décisions avec l'aide d'un avatar. Ce concept repose fortement sur les données de l'économie comportementale concernant la normalisation sociale et l'ancrage :

- Au moment de prendre plusieurs décisions financières, le consommateur a tendance à chercher l'avis de gens dont la situation est semblable à la sienne et à reproduire leurs décisions pour ses fins personnelles.
- Les auteurs font valoir que cette idée peut réellement s'appliquer aux outils en ligne par l'entremise d'avatars (ou d'icônes symbolisant une personne à un stade de vie reconnaissable, par exemple un étudiant, un retraité ou un parent).
- L'idée est la suivante : un consommateur qui utilise un outil en ligne pour s'informer en vue de prendre une décision financière peut accélérer le processus en choisissant parmi un petit groupe d'avatars. Le consommateur peut alors s'identifier à l'avatar qui lui correspond le mieux et obtenir des options que d'autres ont choisies au même stade de leur vie.
- Cette méthode simplifie la prise de décisions, car elle propose des options plus étroitement liées au contexte de la personne, tout en donnant au consommateur le sentiment de faire des choix semblables à ceux de ses pairs.

Les auteurs recommandent que les travaux de recherche continuent de se pencher sur l'efficacité de la prise de décisions faite par l'entremise d'avatars.

« Les choix individuels sont tributaires du contexte. Autrement dit, ils peuvent être influencés par la façon dont l'information est présentée, par la présence d'autres personnes, par les émotions, par l'environnement physique et par le moment de la journée. »
– Dr. Dilip Soman, Université de Toronto

2.2 Stratégie novatrice de prise de contact avec les Canadiens pour les encourager à faire un budget

Le Plan national de recherche comprenait aussi des projets de recherche intégrant diverses notions de l'économie comportementale et de l'économie classique. L'étude suivante décrit une méthode inédite utilisée pour cibler un groupe de Canadiens (les personnes qui ne font pas de budget) au moyen d'une application mobile les invitant à établir leur budget. Cette application agit comme une mesure incitative comportementale : elle accorde des points aux utilisateurs pour leur fidélité et exploite les notions de l'économie comportementale, notamment la simplification de l'information, l'emploi de techniques de normalisation sociale et la personnalisation de l'information pour modifier les comportements.

Promouvoir l'établissement d'un budget chez les personnes qui n'en ont pas : Projet pilote sur la littératie financière réalisé au moyen des technologies mobiles

Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC)

L'établissement d'un budget fait partie des grands secteurs d'intervention cernés dans le cadre du Plan national de recherche. L'objectif global du projet pilote consistait à examiner l'incidence des documents d'éducation financière de l'ACFC sur les connaissances, la confiance et les comportements liés à l'établissement d'un budget, et ce au moyen d'une application mobile interactive accordant des points pour récompenser la participation à l'éducation financière.

Le projet pilote a d'abord été lancé en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve à l'été 2016, puis en Ontario à l'automne 2017. Les résultats sont des plus positifs. Les personnes qui n'avaient pas fait de budget et qui ont franchi les étapes du programme pilote ont obtenu des améliorations mesurables au regard des trois mesures suivies (confiance, connaissances et comportements).

En outre, les participants qui ont reçu des documents d'éducation financière dans le cadre du projet pilote ont eu, pour toutes les mesures, un meilleur pointage par rapport au groupe témoin, ce qui montre que la diffusion de messages et l'offre d'éducation financière ciblant les consommateurs peuvent favoriser des résultats positifs sous la forme d'une modification des comportements et de l'amélioration du bien-être financier de bon nombre de Canadiens. Les Canadiens ont été nombreux à participer à cette initiative, ce qui permet aussi de penser qu'il serait possible de sensibiliser un plus grand nombre de personnes grâce à la technologie mobile et aux programmes de récompenses.

Les constatations tirées du projet pilote mené par l'ACFC au moyen de l'application Carotte Points Santé offrent une source riche de données et d'information. Elles

renvoient à un nombre de messages généraux qui ont une incidence sur l'éducation en matière de littératie financière et bien au-delà.

Voici quelques points de départ clés pour orienter les mesures et les analyses futures :

- Trop peu de Canadiens ont un budget.
- Près de la moitié de ceux qui n'ont pas de budget ne savent pas par où commencer.
- Cibler les personnes qui n'ont pas de budget avec des informations et des ressources spécifiques à la création d'un budget conduit à des différences mesurables au niveau des connaissances, de la confiance et des comportements budgétaires.
- La confiance semble être associée à un comportement de constance en matière d'établissement de budget – ceux qui continuent de respecter leur nouveau budget affichent une plus grande confiance en leur capacité de faire et de suivre un budget, et ceux qui abandonnent sont généralement ceux qui n'ont pas acquis la confiance nécessaire.

Pour la suite, l'ACFC a l'intention de poursuivre ses travaux de recherche sur l'établissement d'un budget au moyen de l'application Carotte Points Santé. L'ACFC fera le suivi auprès des participants pour évaluer les répercussions du projet sur le bien-être financier général et cerner tout obstacle possible à l'établissement d'un budget. En particulier, ces travaux de recherche viseront surtout à comprendre :

- comment les connaissances, la confiance et les habitudes sont demeurées constantes dans le temps;
- comment les personnes font leur budget;
- en quoi les personnes qui font un budget diffèrent de celles qui n'en font pas.

Principaux points à retenir

- Comprendre pourquoi et comment les consommateurs se comportent fait partie intégrante d'une stratégie visant à favoriser une meilleure prise de décisions financières.
- L'architecture des choix et les autres techniques comportementales peuvent amener les gens à utiliser leur remboursement d'impôts pour se constituer un fonds d'urgence et réduire leurs dettes.
- L'information simplifiée produite « juste à temps » permet de réduire le fossé entre connaissances et prise de décisions.
- Internet convient parfaitement aux techniques de normalisation sociale et d'ancrage (notamment la prise de décisions avec l'aide d'avatars).
- Les outils d'information, les applications mobiles et les interventions incitatives semblent efficaces pour résoudre les problèmes bien connus, comme les biais comportementaux, et ils peuvent constituer des compléments utiles aux interventions existantes en matière de littératie financière.

Application des résultats aux programmes de littératie financière

- Il est possible de rehausser les programmes et outils de littératie financière en y intégrant les notions de l'économie comportementale.
    - Par exemple, les participants des programmes pourraient tirer avantage d'un courriel ou message texte de suivi transmis juste à temps (p. ex. pendant la période de production des déclarations de revenus ou des cotisations REER) leur rappelant les principaux points à retenir d'un atelier donné.
    - Les ressources en ligne pourraient être rehaussées par des moyens visuels et d'autres dispositifs misant sur les normes sociales et l'ancrage, afin de permettre au consommateur de choisir rapidement l'option qui répond à ses besoins.
- Il y a des possibilités d'utiliser la technologie (p. ex. applications mobiles) et de recourir à des mesures incitatives (p. ex. récompenses) pour rendre l'éducation financière plus attrayante aux yeux des Canadiens.

Possibilités de recherche

- Les contributions de l'économie comportementale (p. ex. architecture des choix, ancrage, normalisation sociale) se sont révélées efficaces pour aider les gens à s'y retrouver dans la masse d'information disponible et à prendre des décisions. Comme chaque personne a bien souvent une situation financière qui lui est propre, la littératie financière joue un rôle important pour comprendre les options et les évaluer. Ainsi, il serait utile que les travaux de recherche sur la littératie financière s'intéressent de plus près à l'incidence que peuvent avoir les interventions tenant compte des études du comportement sur les connaissances financières et la confiance en matière de finances.

3.0 Une littératie financière mieux ciblée

Littératie financière et bien-être financier n'ont pas la même signification pour tous : les enjeux et les besoins des Canadiens varient, et divers facteurs socio-économiques peuvent faire obstacle au bien-être financier de chacun.

Les situations financières sont souvent propres à chaque personne. Il est possible de faire des **interventions mieux ciblées en matière de littératie financière** pour :

- composer avec les réalités des groupes particuliers de la population canadienne, notamment les Autochtones, les aînés, les jeunes, les nouveaux arrivants;
- permettre aux Canadiens de prendre des décisions éclairées advenant des situations prévues (comme l'obtention d'un premier emploi, l'achat d'une résidence) et imprévues (comme une perte d'emploi, la prestation de soins à un malade).

Il faut des moyens supplémentaires pour surmonter les obstacles systémiques et accroître la pertinence et l'adéquation culturelle des interventions en matière de littératie financière.

Dans le cadre du Plan national de recherche, plusieurs études ont permis de comprendre le contexte et les besoins de certaines populations. Par exemple, les études cherchent à éclaircir le rôle que joue le contexte socio-économique général dans le bien-être financier, les besoins particuliers en littératie financière des groupes prioritaires, et la façon d'adapter les indicateurs de littératie financière pour qu'ils tiennent compte des réalités des groupes prioritaires. On entend utiliser l'ensemble des données issues de la mise en application du Plan pour améliorer les programmes et services de littératie financière partout au Canada. Ces données serviront aussi à étayer les interventions réalisables dans le cadre de politiques et de programmes visant à améliorer le mieux-être financier et la protection des consommateurs en matière de finances.

La présente partie du rapport fait état des travaux de recherche qui ont ciblé les Autochtones, la pauvreté par les actifs au Canada et la prestation de soins aux êtres chers. D'autres parties du rapport se penchent plutôt sur les résultats des aînés et des jeunes en matière de littératie financière.

3.1 Compréhension du bien-être financier des Autochtones

Les Autochtones perçoivent le bien-être financier comme un processus continuel d'ajustement du revenu, de l'épargne, de l'investissement et des dépenses en vue d'atteindre ses objectifs de vie (sur le plan physique, affectif, mental et spirituel) durant le cycle de la vie, et pour maintenir un état de bien-être des personnes, des familles et des collectivités. Le bien-être financier est tributaire de différents facteurs : structures, politiques et pratiques sur les plans sociétal et institutionnel; littératie et comportements individuels sur le plan financier; croyances et valeurs culturelles.

Les Autochtones se heurtent à des obstacles particuliers au regard du bien-être financier. Par exemple :

- certaines collectivités ont accès à des ressources abondantes, alors que d'autres sont aux prises avec des problèmes économiques liés à l'éloignement et aux prix élevés des produits et services de base, des logements et de l'énergie;
- les collectivités ne sont pas toutes égales pour ce qui est de l'accès direct aux grandes institutions financières et aux services financiers, car selon le lieu géographique, certaines collectivités ont un accès très limité, voire inexistant, à des services financiers abordables et sûrs dans les environs.

Projet de bien-être financier des Premières Nations

AFOA Canada et Prospérité Canada

Prospérité Canada et AFOA Canada ont conçu un cadre de bien-être financier autochtone à la lumière de cette interprétation. Ce cadre est fondé sur des données probantes issues de la recherche et des pratiques prometteuses visant l'amélioration du bien-être financier des Autochtones.

> *« Le cadre du bien-être financier oriente l'élaboration de programmes et de services pertinents sur le plan culturel. »* – Simon Brascoupé, AFOA Canada

Des programmes de littératie financière et des ateliers sur l'impôt destinés aux collectivités ont été élaborés et mis à l'essai dans les collectivités des Premières Nations du Nord et du Sud de l'Ontario, dans le cadre du projet de bien-être financier des Premières Nations. Les collectivités reçoivent de la formation et de l'assistance pour pouvoir offrir un soutien sur mesure dans au moins un de ces domaines :

- éducation – ateliers, outils, notions nécessaires à la gestion de l'argent;
- soutien – assistance en personne pour régler les enjeux financiers ou atteindre un objectif;

- accès – faciliter l'accès à des prestations de revenu, à des services bancaires et à des instruments d'épargne, pour contribuer au mieux-être financier général. L'accessibilité à la déclaration de revenus et aux avantages sociaux qui accroissent le revenu est ressortie comme un besoin et une priorité lors des travaux menés auprès des collectivités des Premières Nations.

Ces travaux sont une source d'information concernant des aspects pour lesquels les travaux de recherche classiques n'arrivaient pas à produire des résultats et des constats solides (p. ex. en ce qui concerne les besoins, les compétences et les comportements des Autochtones). La recherche menée pour en savoir plus sur les connaissances, les aptitudes et les comportements relatifs à la gestion financière des Canadiens (notamment l'ECCF) est en grande partie réalisée en dehors des réserves. Les conclusions sont souvent désagrégées pour tenir compte des Autochtones, mais les données pourraient être inexactes, étant donné que les Autochtones voient le bien-être financier sous un angle différent de celui des autres Canadiens. De plus, de nombreux obstacles systématiques ont un effet sur la prise de décisions financières chez les Autochtones. Il est donc important, au moment d'avoir recours à des outils de mesure, d'envisager une définition du bien-être financier tenant compte de la culture, afin de comprendre pleinement les besoins financiers des Autochtones. La recherche que mènent AFOA Canada et Prospérité Canada constitue une grande contribution dans ce domaine.

3.2 Compréhension de la pauvreté par manque d'actifs au Canada

Ceux qui vivent avec des ressources financières extrêmement limitées (faible revenu et peu d'actifs financiers, voire aucun) doivent souvent prendre des décisions financières difficiles au quotidien, car ils doivent consacrer une part démesurée de leur revenu à des besoins essentiels comme le besoin de se nourrir, de se loger et de se vêtir. Certains groupes de la population canadienne sont plus exposés au risque de faible revenu, à savoir les adultes vivant seuls qui sont âgés de 45 à 64 ans, les personnes handicapées, les parents seuls, les Autochtones et les nouveaux arrivants. La littératie financière peut aider les personnes et les familles à avoir accès à de l'information et à des ressources utiles pour améliorer leur situation financière et pour apprendre comment faire des choix financiers plus éclairés.

Peu importe le revenu, de nombreux ménages n'ont pas les ressources (p. ex. épargne, actifs, placements) suffisantes pour combler leurs besoins de base pour une période de trois mois. L'étude présentée ci-après donne des pistes sur les vulnérabilités des ménages et sur les questions nouvelles qui ont une incidence sur le bien-être financier de bon nombre de Canadiens.

The Prevalence and Composition of Asset Poverty in Canada : 1999, 2005, and 2012

David Rothwell, Université d'État de l'Oregon et Jennifer Robson, Université Carleton

La recherche en matière de pauvreté porte souvent sur la pauvreté par le revenu, soit l'incapacité d'un ménage de générer un revenu suffisant pour combler ses besoins financiers. Cependant, la pauvreté par manque d'actifs est un autre élément important à prendre en considération. Par « pauvre par manque d'actifs », on entend un ménage dont les actifs (actifs financiers ou valeur nette, considérés séparément) sont insuffisants pour maintenir le bien-être à un seuil de faible revenu pendant trois mois.

À l'aide des données des cycles de 1999, de 2005 et de 2012 de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) et en juxtaposant de ces estimations avec celles de la pauvreté par manque de revenus, les auteurs présentent les toutes premières estimations de la pauvreté par manque d'actifs au Canada. On estime qu'en 2012, 49 % des Canadiens en âge de travailler étaient pauvres par manque d'actifs financiers. Les ménages affichant les taux de pauvreté par manque d'actifs les plus élevés étaient ceux dirigés par les jeunes adultes, les mères seules et les personnes ayant tout au plus un diplôme d'études secondaires. Chez les adultes âgés de 25 à 44 ans, le taux de pauvreté par manque d'actifs était plus élevé que le taux de pauvreté par manque de revenus. Cependant, la situation inverse a été observée chez les très jeunes adultes. On a également enregistré un taux de pauvreté par manque d'actifs, supérieur au taux de pauvreté par manque de revenus chez les pères seuls. Chez les femmes, l'écart entre les diplômées universitaires et les titulaires d'un certificat d'études postsecondaires était beaucoup plus grand au regard des taux de pauvreté par manque d'actifs qu'au regard des taux de pauvreté par manque de revenus.

Par ailleurs, l'analyse nous renseigne sur les Canadiens présentant un risque de pauvreté par manque de revenus. Au regard des structures familiales, les couples présentent un risque moins élevé de pauvreté par manque de revenus que les célibataires, et les hommes seuls présentent le risque le plus élevé à ce chapitre. Une analyse plus poussée tenant compte du statut au regard de l'immigration montre que, malgré les niveaux plus élevés de pauvreté par manque de revenus chez les résidents canadiens nés à l'étranger, l'écart n'est pas important entre les deux groupes pour ce qui est du taux de pauvreté par manque d'actifs.

L'analyse offre une nouvelle piste pour comprendre l'insécurité économique, en ce qu'elle montre que les taux de pauvreté par manque d'actifs sont toujours deux à trois fois plus élevés que les taux de pauvreté par manque de revenus. Autrement dit, sans égard au revenu, de nombreux ménages n'ont pas suffisamment de ressources (épargne, actifs, actions) pour assurer leur subsistance pendant trois mois. Cette étude jette les bases sur lesquelles s'appuieront les travaux de recherche futurs sur la pauvreté par manque de revenus et par manque d'actifs au Canada. Les auteurs

recommandent d'utiliser ces conclusions sans plus attendre dans l'élaboration de politiques sociales.

En outre, Rothwell et Robson ont mené d'autres recherches à l'aide des microdonnées sur la vulnérabilité des ménages au Canada (de 1999 à 2014), tirées de l'ESF (1999, 2005 et 2012) et de l'Enquête canadienne sur la capacité financière (2009 et 2014). Les auteurs ont examiné différents autres indicateurs de la vulnérabilité financière des ménages, dont l'affectation de ressources dans des fonds de liquidités, le recours aux services financiers parallèles et la difficulté d'honorer ses obligations financières.

Voici les faits saillants des résultats qu'ils ont obtenus jusqu'ici :

- Les Canadiens âgés courent moins de risque de connaître des problèmes de dette à la consommation et de manque de liquidités, ainsi que de ne pas avoir assez de fonds pour absorber des dépenses imprévues. En revanche, les jeunes adultes présentent un risque plus élevé de ne pas respecter leur budget et de ne pas arriver à rembourser leurs prêts et payer leurs factures.
- Les ménages à faible revenu présentent un risque moindre de connaître des problèmes de dettes à la consommation et de manques de liquidités, mais présentent un risque supérieur de ne pas pouvoir absorber des dépenses imprévues et de ne pas tenir de budget.
- Les propriétaires fonciers présentent un risque moindre de faible revenu et de faible valeur nette, de défaut de paiement de factures et de fonds insuffisants en cas d'urgence, mais ils présentent un risque supérieur de manque de liquidités et de non-respect de leur budget.

Ce travail préliminaire donne à penser que les comportements financiers varient grandement d'un ménage à l'autre, et que la situation est plus complexe que celle dépeinte par les mesures du revenu et de l'endettement à elles seules.

À propos de l'Enquête sociale générale (ESG)

Lancée par Statistique Canada en 1985, l'Enquête sociale générale (ESG) a été conçue pour recueillir les données sur les tendances sociales, afin de surveiller les changements relatifs aux conditions de vie et au bien-être des Canadiens, et pour fournir de l'information sur certaines questions de politique sociale. L'ESG est menée tous les cinq ans pour recueillir des données transversales représentatives à l'échelle nationale sur les six grands thèmes suivants : la prestation de soins, la famille, l'emploi du temps, l'identité sociale, le bénévolat et la victimisation.

À propos de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF)

L'Enquête sur la sécurité financière (ESF) a été conçue par Statistique Canada pour recueillir des données sur les avoirs, les dettes, l'emploi, le revenu et l'éducation d'un échantillon de ménages canadiens. Elle permet de brosser le portrait complet de la santé financière des Canadiens. L'information recueillie porte sur la valeur de tous les actifs financiers et non financiers ainsi que sur les sommes dues sur l'hypothèque, les véhicules, les cartes de crédit, les prêts étudiants et les autres dettes.

Accès aux données de l'ESG et de l'ESF

Les chercheurs souhaitant pousser plus loin les analyses peuvent demander un fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD). Un FMGD et de la documentation connexe existent à la fois pour l'ESG et pour l'ESF et peuvent être obtenus sans frais. Pour de plus amples renseignements sur la façon d'accéder à ces données, veuillez contacter l'équipe du service à la clientèle et de la diffusion de données de Statistique Canada, à l'adresse STATCAN.SSDClientServices-DESServicealaclientele.STATCAN@canada.ca.

3.3 Examen de la relation entre la prestation de soins par la famille et les finances familiales

L'augmentation de l'épargne et la planification des dépenses imprévues sont des thèmes prioritaires du Plan national de recherche. Dans cet esprit, Karen Duncan et ses collègues ont entrepris une recherche sur la prévalence et le montant des dépenses liées aux soins que doivent assumer les aidants naturels, et les facteurs qui ont une incidence sur ces dépenses.

> *« Être l'aidant d'un parent ou d'un ami ayant des besoins à long terme liés à des problèmes de santé, à une invalidité ou au vieillissement est une situation que vivent couramment les Canadiens. Il est fréquent de devoir débourser des frais liés aux soins, et ces dépenses peuvent être considérables, et parfois entraîner des difficultés financières pour les aidants. »* – **Dr. Karen Duncan, Université du Manitoba**

Déboursés en matière de soins au Canada

Karen Duncan, Shahin Shooshtari, Kerstin Roger, Janet Fast (Université de l'Alberta) et Han Jing, Université du Manitoba

D'après les données de l'ESG de 2007, les auteurs ont fait les constats suivants :

- Parmi les répondants âgés de 45 ans et plus, 35 % – soit 1,2 million de Canadiens – ont déclaré des déboursés en matière de soins qui s'établissaient à presque 12,6 millions de dollars.
- Les aidants qui étaient le plus susceptibles de débourser ces frais faisaient état de niveaux plus élevés de stress.
- Il est courant de débourser les frais de soins chez les aidants canadiens, et ces dépenses peuvent être substantielles, au point d'accroître les vulnérabilités financières.

Karen Duncan et ses collègues ont entrepris d'autres études pour examiner la relation entre la prestation de soins par la famille et les finances familiales, afin de mieux comprendre la prévalence de résultats financiers défavorables (vente d'actifs, emprunts) chez les aidants de la famille, et de mieux savoir qui sont les aidants exposés à un risque. D'après les données de l'ESG de 2012 retenues aux fins de l'étude, les résultats préliminaires montrent que :

- la proportion d'aidants naturels qui déboursent les frais a augmenté pour s'établir à 42 % chez les Canadiens âgés de 45 ans et plus;
- 18 % des aidants ayant eu à débourser des frais ont éprouvé des difficultés financières;
- la plupart des aidants (plus de 90 %) ont revu leurs dépenses pour pouvoir débourser les frais relatifs aux soins, 73 % ont puisé dans leurs économies, 35 % ont emprunté de l'argent à des amis et à la famille, 31 % ont contracté un prêt bancaire, 19 % ont vendu des actifs et 8 % ont pris d'autres moyens.

D'autres travaux de recherche pourraient permettre d'analyser la relation entre la prestation de soins par la famille, le stress financier et les résultats financiers, dans une optique tenant compte des niveaux de littératie financière.

3.4 Littératie financière en milieu de travail

Cette section examine l'importance de la littératie financière en milieu de travail et les préférences des Canadiens en matière de littératie financière et des méthodes de livraison de programmes dans leur milieu de travail.

3.4.1 Recherche axée sur l'importance de la littératie financière en milieu de travail

Bon nombre de Canadiens passent la majeure partie de leur temps au travail. Au cours des consultations menées par l'ACFC en 2014, les particuliers, les organismes sans but lucratif, les sociétés du secteur privé et les intervenants gouvernementaux du Canada ont tous souligné qu'il était crucial que l'information en matière de littératie financière soit aisément accessible en milieu de travail.

> *« La promotion de la sécurité financière chez les employés constitue un investissement fructueux pour les employeurs, et non pas seulement pour les employés. Peu importe les caractéristiques démographiques des effectifs, les entreprises tireront avantage du fait d'avoir des employés qui sont bien informés en matière financière et qui se sentent responsables de leurs revenus et de leur épargne. L'éducation en littératie financière est de plus en plus perçue comme un avantage social important, tout autant que les soins de santé. »* – Cairine Wilson

En milieu de travail, il est possible d'intégrer des messages liés à la littératie financière dans les renseignements sur la retraite et les avantages sociaux, par l'entremise des ressources humaines et des programmes d'aide aux employés, dans les formations ou les initiatives d'éducation.

Le degré de stress causé par les préoccupations financières témoigne de l'impact de faibles niveaux de littératie financière sur le bien-être des travailleurs canadiens et de leur famille. Par exemple :

- Un sondage mené en 2014 par le Financial Planning Standards Council a révélé que 42 % des Canadiens considèrent que l'argent est leur principale source de stress, avant le travail, la santé ou les obligations familiales.
- Le stress financier nuit à la santé ainsi qu'au rendement et à la productivité en milieu de travail et accroît l'absentéisme. Un employé qui éprouve des difficultés financières et qui tente d'y faire face pourrait coûter plusieurs heures par semaine à une organisation.

- L'étude sur la santé et le bien-être menée par Manuvie et Ipsos Reid en 2014 a révélé que, parmi les employés qui sont préparés financièrement[3], 22 % s'investissent davantage dans leur travail, 21 % sont plus susceptibles d'aimer leur emploi, et 18 % sont davantage motivés à donner leur maximum.
- Selon l'analyse de rentabilisation de l'éducation financière, chaque dollar investi dans l'éducation financière des employés offre un rendement de trois dollars sous la forme d'une réduction de l'absentéisme, d'un accroissement de la productivité et d'une meilleure satisfaction globale des employés.

Le milieu de travail offre une avenue prometteuse pour prendre contact avec les adultes canadiens et les amener à s'intéresser à la littératie financière. D'autres études pourraient permettre de mettre en exergue les méthodes les plus efficaces à cet égard.

3.4.2 Recherche sur les préférences en matière de littératie financière en milieu de travail

> *« Nous savons que les travailleurs canadiens ont du mal à joindre les deux bouts et que la moitié des employés ont l'impression que le stress financier nuit à leur rendement au travail. Ils sont très friands des programmes d'éducation financière offerts par les employeurs pour les aider à faire leur planification financière et à atteindre leurs objectifs de retraite. Les employeurs pourraient être dans une situation de choix pour soutenir les programmes de littératie financière et de bien-être financier s'adressant aux travailleurs, et ainsi pour accroître la productivité des employés, et ce en offrant des ressources en milieu de travail. »*
> **– Janice MacLellan, Association canadienne de la paie**

En 2017, l'ACFC a introduit dix questions dans le sondage annuel auprès des employés au Canada de l'Association canadienne de la paie (ACP) pour étudier le stress financier, les habitudes (comme l'établissement d'un budget, la recherche de conseils) et les préférences en matière de littératie financière en milieu de travail. Les conclusions de l'ACP montrent que plus de la moitié (57 %) des Canadiens ont un intérêt pour les programmes de formation financière en milieu de travail. En particulier, l'épargne et la planification sont les deux aspects qui les intéressent le plus dans le cadre de programmes de formation financière en milieu de travail (43 %), devant les produits et services financiers (29 %) et l'établissement du budget et la gestion de l'argent (28 %).

Les conclusions montrent que la majorité des Canadiens (59 %) préféreraient suivre les programmes de formation en milieu de travail pendant leurs heures de travail (comme

[3] Dans cette étude, la préparation financière s'entend du fait d'avoir un plan financier, d'avoir un plan de gestion des dettes et un niveau d'endettement adéquat, et d'épargner suffisamment pour la retraite dans un régime prévu à cette fin.

dans le cadre d'une conférence-midi), alors que certains (33 %) préféreraient suivre un webinaire enregistré et accessible en tout temps. De tels programmes peuvent être une ressource de choix pour la planification de la retraite. Actuellement, les conseillers en placement et les planificateurs financiers constituent la source d'information la plus courante en matière de planification de la retraite (22 %), devant les banques (16 %) et les parents et amis (16 %).

> *« Le fait d'avoir des employés mieux renseignés financièrement offre de grands avantages potentiels. Au moment de concevoir et d'offrir des programmes d'éducation financière en milieu de travail, il faut toutefois tenir compte des différents besoins qui existent parmi les travailleurs. »*
> **– Dr. Pierre-Carl Michaud, HEC Montréal**

Tout bien considéré, tous s'entendent pour dire que la littératie financière est importante, et que le milieu de travail fait partie des circuits permettant de prendre contact avec les Canadiens. Cela dit, il y a lieu de mener d'autres études pour comprendre les méthodes les plus efficaces en milieu de travail. Dans un article récent portant sur la valeur de la littératie financière et l'éducation financière des travailleurs, Pierre-Carl Michaud (HEC Montréal) souligne que les travaux de recherche futurs pourraient être axés, notamment, sur la nécessité de mieux comprendre les dimensions des connaissances financières et en quoi ces dernières peuvent permettre aux personnes de gérer leur argent et leurs dettes plus efficacement durant leur vie. L'auteur souligne que les programmes de littératie financière en milieu de travail pourraient tirer avantage des expériences menées sur le terrain afin d'évaluer ce qui fonctionne le mieux, et pour qui, et pour trouver des façons d'améliorer le rapport coûts-efficacité de ces interventions.

3.5 Mieux connaître ceux qui ont recours aux prêts sur salaire

Prêts sur salaire : tendances du marché

Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC)

L'ACFC a mené une enquête pancanadienne auprès de 1 500 personnes ayant eu recours aux prêts sur salaire, afin d'obtenir des renseignements sur ces emprunteurs et sur les raisons qui les incitent à avoir recours à ce type de prêts. Les résultats fournissent différents renseignements pouvant faciliter l'élaboration et la promotion des ressources éducatives destinées aux consommateurs. Par exemple :

- De nombreux utilisateurs de prêts sur salaire ne sont pas au courant des coûts élevés de ce produit. Moins de la moitié des répondants (43 %) savent qu'un prêt sur salaire est plus cher que les solutions de rechange. Cela donne à penser que bon nombre d'entre eux n'ont pas assez de connaissances pour prendre à tout

coup les décisions d'emprunt qui conviennent le mieux pour assurer leur bien-être financier.

- L'une des raisons pour lesquelles les emprunteurs ne connaissent pas les coûts afférents pourrait être le fait que nombreux sont ceux qui n'ont pas recours aux solutions de rechange à l'heure actuelle. Plus de 60 % des répondants ont dit ne pas avoir accès à une carte de crédit – par rapport à 13 % des Canadiens en général – et 88 % ont dit ne pas avoir accès à une marge de crédit. Cela pourrait découler d'un certain nombre de facteurs. Certains emprunteurs pourraient ne pas connaître les options offertes par les institutions financières traditionnelles, alors que d'autres pourraient avoir été jugés non admissibles à du crédit supplémentaire.
- La plupart des utilisateurs de prêts sur salaire ont dit avoir recours à ces prêts pour assumer des dépenses nécessaires. Environ 45 % des répondants ont déclaré contracter régulièrement des prêts sur salaire pour payer des dépenses imprévues nécessaires comme des réparations de voiture, tandis que 41 % s'en servent pour payer des dépenses prévues nécessaires comme les factures de services publics. Par rapport à la population générale, les répondants sont aussi beaucoup moins nombreux, proportionnellement, à avoir fait des économies.
- Cette étude a aussi révélé que le recours aux prêts sur salaire ne se limite pas aux Canadiens à faible revenu. Bien que les prêts sur salaire étaient principalement utilisés par les personnes ayant un revenu faible ou modéré (plus de la moitié vivaient dans un ménage dont le revenu annuel était inférieur à 55 000 $), beaucoup de Canadiens ayant un revenu élevé ont eu recours aux prêts sur salaire. De fait, 20 % des répondants faisaient état d'un revenu de ménage supérieur à 80 000 $, et 7 %, d'un revenu supérieur à 120 000 $.

Concernant les prochaines étapes, il est impératif de mieux renseigner les consommateurs sur les coûts des prêts sur salaire et sur les solutions de rechange possibles.

- L'ACFC fait la promotion de ses ressources éducatives portant sur les prêts sur salaire, et elle travaille avec les provinces et territoires sur une démarche coordonnée pancanadienne en vue de renseigner les consommateurs à ce sujet.
- L'ACFC a produit de nouvelles ressources éducatives pour renseigner les consommateurs sur l'importance d'avoir un fonds d'urgence, et des ressources seront mises de l'avant pour aider les consommateurs à obtenir des conseils de spécialistes dans l'éventualité où ils auraient besoin d'assistance pour réduire leurs dettes.

« De fortes compétences en littératie financière et des conseils de spécialistes consciencieux, jumelés à des services financiers abordables, utiles et accessibles, permettront assurément à tous les consommateurs canadiens de choisir les options les plus économiques qui s'offrent à eux pour répondre à leurs besoins financiers. » – **Dr. Brenda Spotton Visano, Université York**

Principaux points à retenir

- Les Autochtones se heurtent à des obstacles particuliers qui nuisent à leur bien-être financier. Ces obstacles devraient être pris en considération dans la conception et la réalisation d'interventions en matière de littératie financière et dans les outils de mesure, en vue de permettre une pleine compréhension du comportement financier des peuples autochtones.
- Il existe une grande variation d'un ménage à l'autre, et cette variation est plus complexe que ce que donnent à penser les mesures du revenu et des dettes à elles seules. D'autres facteurs, comme la pauvreté par manque d'actifs et le stress financier, devraient être examinés plus en profondeur.
- L'argent est la principale source de stress de nombreux Canadiens, devant le travail, la santé ou les obligations familiales. Plus de la moitié des Canadiens ont un intérêt pour les programmes de formation financière en milieu de travail. En particulier, l'épargne et la planification sont des sujets particulièrement prisés parmi ceux abordés dans le cadre de formations financières en milieu de travail.
- La plupart des utilisateurs de prêts sur salaire y ont recours pour assumer des dépenses nécessaires. De nombreux utilisateurs de prêts sur salaire ne sont pas au courant des coûts élevés de ces derniers par rapport à d'autres solutions. Il est également important de souligner que ce ne sont pas que les Canadiens à faible revenu qui ont recours aux prêts sur salaire.

Application des résultats aux programmes de littératie financière

- Les résultats des projets pilotes menés dans le cadre du projet de bien-être financier des Premières Nations devraient être pris en considération dans l'élaboration et l'exécution d'interventions financières auprès des Autochtones.
- Les programmes de littératie financière offerts en milieu de travail contribuent à l'amélioration du bien-être financier et sont un ajout utile aux programmes de bien-être en milieu de travail.
- D'autres ressources d'éducation des consommateurs sont nécessaires pour aider les consommateurs à comprendre les solutions de rechange aux prêts sur salaire, les coûts relatifs de ces prêts et l'importance d'avoir un fonds d'urgence.

Possibilités de recherche

- D'autres expériences sur le terrain sont nécessaires pour mieux cibler les interventions en matière de littératie financière et pour évaluer ce qui fonctionne, et pour qui.
- D'autres travaux de recherche sont nécessaires pour mieux comprendre les questions que sont la pauvreté par le revenu et la pauvreté par les actifs et pour orienter l'élaboration de politiques sociales connexes.
- D'autres travaux de recherche sont nécessaires pour analyser la relation qui existe entre la prestation de soins par la famille, le stress financier et les résultats financiers découlant du niveau de littératie.

4.0 Perspectives internationales

Le Canada joue un rôle actif dans la mesure de la littératie financière à l'échelle internationale. Les conclusions de la recherche permettent aux décideurs de cerner les tendances et les enjeux émergents, et de définir des interventions appropriées pour combler les lacunes. Quand des phénomènes semblables ressortent dans différents pays, il est également possible pour les chercheurs et les intervenants de collaborer à l'aménagement de méthodes fondées sur des données probantes afin d'accroître la littératie financière. Dans le cadre du Plan national de recherche, le Canada a participé à deux grandes enquêtes mondiales sur la littératie financière : *l'OCED/INFE Survey on Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion*, et l'évaluation de la littératie financière du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

4.1 Mesure de la littératie et de l'inclusion financières

OECD/INFE *Survey on Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion*

Agence de la consommation en matière financière du Canada

En 2015, l'ACFC a participé à une enquête sur la littératie et l'inclusion financières coordonnée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Réseau international sur l'éducation financière (INFE). L'enquête a ciblé les adultes canadiens pour en savoir plus sur leurs connaissances en littératie financière et sur leurs comportements liés à la gestion de l'argent et des dettes. Cette étude a également permis au Canada de comparer ses résultats sur le plan de la littératie financière à ceux d'autres pays. L'objectif de cette initiative était d'orienter les politiques et stratégies en matière d'éducation financière.

À propos de l'enquête *OECD/INFE Survey on Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion* (2015)

L'OCDE a invité les pays à participer à une collecte de données internationale visant à évaluer la littératie et l'inclusion financières, au moyen d'un questionnaire de base conçu pour une utilisation mondiale. Les pays participants devaient recueillir les données d'un échantillon représentatif de 1 000 adultes (au moins) et soumettre les résultats à l'analyse de l'INFE de l'OCDE. On a ainsi pu comparer les renseignements clés d'un vaste ensemble de pays sur les connaissances, les attitudes et les comportements financiers des adultes, les degrés d'inclusion financière et d'autres indicateurs du bien-être financier.

Parmi les 30 pays ayant participé à l'enquête de l'OCDE/INFE, le Canada s'est classé au troisième rang mondial au chapitre des connaissances, attitudes et comportements financiers. Voici quelques-uns des résultats tirés de l'étude :

- Les répondants canadiens, dans une proportion de 85 %, ont dit avoir des connaissances financières moyennes ou supérieures. Or, seuls 61 % ont répondu correctement à cinq des sept (70 %) questions portant sur les connaissances financières.
- Les Canadiens ont obtenu de bons résultats aux questions liées aux taux d'intérêt (93 %), à l'inflation (92 %), au risque et au rendement (86 %) et à la diversification (68 %), mais des résultats moins favorables aux questions liées au calcul des intérêts et du capital (58 %), de la valeur temporelle de l'argent (57 %) et de l'intérêt composé (39 %).
- Règle générale, les femmes canadiennes[4] :
    - avaient de moins bonnes connaissances que les hommes;
    - étaient proportionnellement moins nombreuses que les hommes à avoir de bonnes connaissances financières;
    - étaient proportionnellement moins nombreuses que les hommes à affirmer avoir des connaissances suffisantes en placement pour choisir les produits convenant le mieux à leur situation;
    - étaient proportionnellement moins nombreuses que les hommes à avoir une idée de la somme à épargner pour avoir une retraite confortable.
- Les connaissances financières diffèrent selon le sexe. De fait 69 % des hommes des pays de l'OCDE ont obtenu le score minimum à ce chapitre, contre seulement 56 % des femmes. Après rajustement pour tenir compte des différences au niveau du pays, de l'âge et de la scolarité, les scores liés aux connaissances demeurent nettement moins élevés pour les femmes que pour les

[4] Ces résultats cadrent également avec ceux des deux études suivantes qui reposent sur les données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2014 : ACFC, *Gérer son argent et planifier pour l'avenir : principales constatations de l'Enquête canadienne sur les capacités financières de 2014*, 2015; Marie Drolet, *Les connaissances financières des Canadiens : différences selon le sexe*, Statistique Canada, 2016.

hommes. En revanche, en ce qui a trait aux mesures liées aux comportements financiers (p. ex. faire un budget, planifier pour l'avenir, magasiner) et aux attitudes financières axées sur l'avenir (p. ex. préférence pour la planification à long terme), les femmes de l'OCDE obtiennent de meilleurs résultats que leurs homologues masculins.

- Lorsque les deux membres du couple assument ensemble la responsabilité de la gestion financière à long terme du ménage, ou lorsque la contribution de la femme au revenu du ménage est semblable à celle du conjoint, on n'observe aucune différence entre les sexes au regard des connaissances financières.
- Les hommes sont proportionnellement beaucoup moins nombreux que les femmes à avoir une attitude financière axée sur l'avenir. Globalement, plus de six Canadiens sur dix affichent une attitude qui favorise le long terme.
- La majorité des Canadiens (79 %) sont des épargnants actifs.
- Au sujet de la gestion de l'argent, 87 % des Canadiens s'identifient à l'affirmation « Je paie mes factures à temps ».
- Environ le tiers (32 %) des Canadiens affirment que leurs frais de subsistance sont parfois plus élevés que leurs revenus, et presque la moitié de ces personnes (48 %) ont utilisé une forme de crédit pour joindre les deux bouts au cours des douze derniers mois.
- Advenant la perte de la principale source de revenus, la moitié des Canadiens seraient contraints d'emprunter de l'argent ou de déménager dans les six mois suivants. Au sein des ménages au revenu inférieur à 56 000 $, cette proportion est nettement plus élevée (70 %).

Les conclusions de l'enquête intitulée *OECD/INFE Survey on Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion* concordent avec l'analyse de l'ECCF de 2014 menée par l'ACFC, et font ressortir les mêmes lacunes et besoins en matière de littératie financière chez les Canadiens. Ces lacunes concernent le suivi des dépenses, le respect des engagements financiers et les niveaux de confiance financière. L'OCDE/INFE prévoit mener à nouveau l'enquête sur la littératie et l'inclusion financières en 2020. Les données canadiennes de l'enquête *Survey on Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion* menée en 2015 par l'OCDE/INFE sont accessibles aux chercheurs. Pour en savoir plus sur la façon d'accéder à ces données, veuillez communiquer avec l'ACFC, à l'adresse FCAC.ResearchandPolicy-RechercheetPolitique.ACFC@fcac-acfc.gc.ca.

Principaux points à retenir

- Les Canadiens, par rapport aux citoyens d'autres pays, obtiennent généralement de bons résultats en matière de littératie financière et ils ont modérément confiance en leurs connaissances. En revanche, les femmes n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats que les hommes aux questions qui visaient à tester leurs connaissances, particulièrement en ce qui touche l'inflation et les intérêts composés.
- Les femmes obtiennent des scores nettement moins élevés que les hommes au chapitre des connaissances. En revanche, en ce qui a trait aux mesures liées aux comportements financiers (p. ex. faire un budget, planifier pour l'avenir, magasiner) et aux attitudes financières axées sur l'avenir (p. ex. préférence pour la planification à long terme), les femmes de l'OCDE obtiennent de meilleurs résultats que leurs homologues masculins
- Lorsque les deux membres du couple assument ensemble la responsabilité de la gestion financière à long terme du ménage, ou lorsque la contribution de la femme au revenu du ménage est semblable à celle du conjoint, on n'observe aucune différence entre les sexes au regard des connaissances financières.
- L'épargne active et l'utilisation d'outils financiers comme un budget permettent aux Canadiens d'établir et d'atteindre des objectifs financiers à long terme.
- Certains Canadiens ont de la difficulté à joindre les deux bouts, et parmi ceux-ci, nombreux sont ceux qui se tournent vers le crédit.
- Les ménages à faible revenu sont plus susceptibles de connaître une situation financière difficile advenant un revers financier comme une perte de revenu pendant six mois. En pareille situation, les ménages à faible revenu présentent un risque plus élevé d'endettement ou d'obligation de changer de résidence principale.

Application des résultats aux programmes de littératie financière

- Au moment de mettre en place et de fournir de l'éducation financière destinée aux femmes et aux filles, il est recommandé :
    - de cerner des moments propices à l'enseignement et des contextes d'apprentissage particuliers, y compris dans les écoles, en milieu de travail, dans les réseaux de femmes, dans les collectivités et dans les groupes d'entraide;
    - d'adapter les modes de prestation aux besoins de femmes, de tirer parti de l'influence de femmes exemplaires, de l'apprentissage et de la mise en commun au sein de groupes de pairs, et du recours aux outils novateurs;
    - de combiner éducation financière et accès aux produits financiers officiels et à l'éducation en entrepreneuriat, afin d'accroître l'accès général de femmes aux occasions économiques et financières;
    - de surveiller et d'évaluer systématiquement tous les programmes d'éducation financière afin de cerner toute divergence entre les participants hommes et femmes au regard des attentes, des préférences sur le plan de l'apprentissage et des résultats des programmes.

Possibilités de recherche

- D'autres travaux de recherche pourraient être menés pour analyser les différences entre les pays sur le plan de la littératie financière, ce qui permettrait davantage de dire si les facteurs liés à la littératie dans un pays peuvent être généralisés aux autres pays. De plus, de tels travaux fourniraient une occasion d'explorer les caractéristiques particulières qui ont une incidence sur la littératie financière dans chaque pays et pourraient servir à orienter les décisions en matière de politiques publiques.

4.2 Mesure de la littératie financière des jeunes Canadiens

À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA 2015 de l'OCDE – Le rendement des jeunes de 15 ans du Canada en littératie financière

Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), Emploi et Développement social Canada (EDSC) et ACFC

En 2015, le Canada a participé pour la première fois à une évaluation internationale de la littératie financière chez les jeunes, dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE. L'étude a été menée auprès de jeunes de 15 ans dans 15 pays et territoires économiques, y compris sept provinces canadiennes.

Globalement, le Canada s'est classé deuxième, ex æquo avec la Belgique. Les résultats montrent que 87 % des élèves canadiens possèdent au moins le niveau de compétence de base en littératie financière, laquelle est définie par l'OCDE comme étant la capacité de « participer pleinement à la société moderne ». Par ailleurs, 22 % des élèves du Canada ont un niveau élevé de littératie financière, ce qui est bien supérieur à la moyenne de l'OCDE. Les élèves canadiens qui discutaient de questions financières avec leurs parents ont généralement obtenu des scores élevés, et ceux qui le faisaient à la maison une à deux fois par semaine ont obtenu les scores les plus élevés.

« Les résultats de l'étude du PISA menée par l'OCDE sont encourageants pour les Canadiens. L'amélioration de la littératie financière aidera les enfants à devenir des adultes capables de naviguer dans un marché financier de plus en plus complexe. Cela requiert non seulement des compétences enseignées en classe, mais aussi des compétences et des leçons transmises par la famille, les institutions financières et la société en général. » – **Jodi Letkiewicz, Université York**

Au Canada, la majorité (78 %) des élèves de 15 ans avaient un compte bancaire. Ce taux est largement supérieur à la moyenne de 57 % observée dans l'OCDE. Les résultats révèlent que les élèves ayant un compte bancaire ont mieux fait que les autres lors de l'évaluation de la littératie financière.

Les résultats du PISA montrent également que la plupart des élèves canadiens discutent de questions financières avec leurs parents entre une fois par mois et deux fois par semaine. Ces élèves ont obtenu un score nettement supérieur à celui des élèves qui ne discutaient jamais ou à peine de questions d'argent avec leurs parents.

Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)

Le PISA est une initiative menée en collaboration par les pays membres de l'OCDE afin de sonder les élèves de 15 ans de partout sur la planète. Menée tous les trois ans, l'enquête évalue, chez les élèves, les niveaux de connaissances et de compétences qui sont essentielles à la pleine participation à la vie dans une société moderne.

En 2012, une évaluation facultative de la littératie financière a été mise en place. Le Canada a pris part à cette nouvelle composante pour la toute première fois en 2015. Cette année-là, près de 48 000 élèves de 15 pays et territoires économiques ont participé à l'évaluation de littératie financière, dont approximativement 3 400 participants de 15 ans dans sept provinces du Canada (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ontario, Manitoba et Colombie-Britannique).

Les données montrent également que la plupart des jeunes de 15 ans du Canada épargnent de façon régulière; 33 % épargnaient une somme variable chaque semaine ou chaque mois, 20 % épargnaient une somme fixe chaque semaine ou chaque mois, 20 % épargnaient seulement en vue d'un achat, et 17 % épargnaient quand ils disposaient de sommes inutilisées. Seulement 4 % ont indiqué ne pas épargner, et 7 % ne pas avoir d'argent et, donc, ne pas être en mesure d'épargner. Ce schéma est semblable à celui observé en moyenne dans l'OCDE.

Au Canada, aucune différence n'a été observée entre les sexes. Dans les pays de l'OCDE, il y avait un léger écart entre les sexes, les filles ayant des résultats légèrement supérieurs à ceux des garçons.

Il est encourageant que les élèves canadiens affichent un haut niveau de littératie financière par rapport aux élèves des autres pays, mais les résultats révèlent aussi que certains élèves canadiens n'ont pas d'aussi bons résultats. Une analyse plus poussée des caractéristiques des élèves qui s'en sortent moins bien pourrait permettre de cerner les meilleurs moyens d'aider ces personnes à acquérir les connaissances et les compétences voulues pour prendre des décisions financières judicieuses.

En 2015, l'ACFC a parrainé la participation du Canada à la composante de l'évaluation du PISA portant sur la littératie financière. Elle compte le faire encore pour l'étude de 2018. Les résultats obtenus serviront de fondement pour mesurer les progrès accomplis et cerner de nouveaux domaines d'intérêt concernant les jeunes. Pour en savoir plus sur la façon d'accéder à ces données, veuillez communiquer avec l'ACFC, à l'adresse FCAC.ResearchandPolicy-RechercheetPolitique.ACFC@fcac-acfc.gc.ca.

Principaux points à retenir

- Le Canada est l'un des pays qui obtiennent les meilleurs résultats sur le plan de la littératie financière chez les jeunes. Les résultats révèlent aussi qu'un sous-groupe d'élèves canadiens ne s'en tire pas aussi bien.
- Il est important que les élèves apprennent à gérer leur argent au début de leur vie. L'ouverture d'un compte bancaire et la discussion des questions d'argent avec les parents semblent être de bons moyens d'y parvenir. Par exemple, les élèves qui avaient un compte bancaire et les élèves qui discutaient de questions d'argent avec leurs parents une fois ou deux fois par semaine ont obtenu de meilleurs scores que ceux pour qui ce n'était pas le cas.

Application des résultats aux programmes de littératie financière

- Au lieu de miser sur les méthodes classiques de l'éducation financière, avoir recours à une méthode axée sur la simulation et l'expérience pourrait être plus efficace pour intéresser les élèves à la question de la littératie financière et les amener à améliorer leurs connaissances, leur confiance et leurs comportements sur le plan financier.

Possibilités de recherche

- Une étude plus poussée des caractéristiques des élèves éprouvant des difficultés pourrait permettre de cerner les meilleurs moyens d'aider ceux-ci à acquérir les connaissances et compétences voulues pour prendre des décisions financières judicieuses.
- Il serait utile de mener des travaux de recherche auprès des parents et des enseignants, afin de déterminer comment mieux les préparer à enseigner les questions d'argent aux enfants et à avoir confiance en leur capacité d'y parvenir.

5.0 Une littératie financière plus efficace

L'adoption d'une méthode systématique de mesure et d'évaluation sera profitable pour l'éducation financière au Canada. En faisant équipe avec des spécialistes en évaluation pour mettre au point des interventions qui peuvent être évaluées à l'aide des bonnes méthodes, on peut dresser un portrait de ce qui fonctionne, et pour qui. Prenant acte de l'absence d'outils permettant d'évaluer les programmes de littératie financière offerts au Canada, les intervenants de partout au pays se sont employés à accroître le potentiel dans ce domaine, à aider les prestataires de services à évaluer leurs programmes et à communiquer les résultats de l'évaluation de leurs programmes.

Par exemple, Prospérité Canada, un organisme national sans but lucratif voué à l'amélioration des perspectives économiques des Canadiens qui vivent dans la pauvreté, a lancé un outil d'évaluation des résultats en novembre 2016, en collaboration avec l'Association des banquiers canadiens et l'ACFC. Cet outil offre une base de données contenant des résultats et des indicateurs qui reposent sur des éléments probants ainsi qu'une trousse d'évaluation en ligne qui permettront aux utilisateurs d'évaluer leurs programmes de littératie financière.

La chef du développement de la littératie financière du Canada copréside un groupe de travail sur les compétences essentielles liées à la littératie financière, lequel est chapeauté par l'OCDE/INFE. Ce groupe de travail a récemment conçu un cadre des compétences essentielles de la littératie financière pour les adultes ainsi qu'un cadre sur la littératie financière pour les jeunes. Ces cadres sont souples et sont axés sur les résultats pouvant servir à orienter la conception et l'évaluation de programmes.

Plus récemment, l'ACFC a organisé un atelier sur l'évaluation à l'occasion de la Conférence nationale sur la littératie financière de 2017. Les participants ont pu vivre une expérience pratique interactive. On y a présenté de nouvelles idées et des conseils pour évaluer les programmes de littératie financière.

La communication des résultats d'évaluation contribue à l'amélioration des programmes, en plus de favoriser l'apprentissage dans un contexte plus large, ce qui est extrêmement utile. Il est important pour nous de savoir ce qui fonctionne le mieux, dans quel contexte, et pour qui.

6.0 Une vision prospective

6.1 Faire une place au bien-être financier dans la littératie financière

Il est de plus en plus courant de voir la mesure du bien-être financier utilisée comme baromètre du succès des programmes et des interventions en matière de littératie financière. Au Canada, l'ECCF nous permet de mesurer les connaissances, les compétences et la confiance en matière de finances. Par contre, le bien-être financier n'a jamais été défini expressément, et il ne fait l'objet d'aucune norme de mesure. Ces dernières années, des travaux ont été entrepris à l'échelle internationale pour définir le bien-être financier et créer un outil de mesure normalisé.

Par exemple, le Consumer Financial Protection Bureau (CFPB) des États-Unis présente un cadre conceptuel pour définir et mesurer le rendement de l'éducation financière, en proposant une définition du bien-être financier et en donnant un aperçu des facteurs qui y contribuent. Le CFPB définit le bien-être financier comme étant l'état dans lequel se trouve une personne qui a le contrôle sur ses finances au quotidien et au fil des mois, qui a la capacité d'affronter un revers financier, qui est sur la bonne voie d'atteindre ses objectifs financiers, et qui a la liberté financière de faire des choix permettant de profiter de la vie.

Le modèle repose sur les éléments suivants : les comportements financiers, les connaissances financières et les traits de personnalité (par exemple, la persévérance, le cadre de référence interne, la fonction exécutive et l'auto-efficacité financière). Le CFPB a par ailleurs conçu une échelle pour mesurer le bien-être financier personnel fiable et validée, et l'a déployée dans une étude nationale qui avait pour objectif de mesurer le bien-être financier aux États-Unis et d'étudier les facteurs connexes. Un ensemble de données publiques tiré de l'étude est également accessible.

De même, Elaine Kempson[5] et ses collègues du collège universitaire en sciences appliquées d'Oslo et d'Akershus ont mis au point un modèle conceptuel et une analyse préliminaire du bien-être financier, en 2016. Ce modèle conceptuel englobe notamment les comportements financiers, les connaissances financières et les facteurs psychologiques (comme la maîtrise de soi), le revenu et les caractéristiques démographiques. En s'appuyant sur les données recueillies lors d'une enquête transversale réalisée auprès d'un groupe de discussion sur Internet en Norvège, Elaine Kempson et ses collègues ont constaté que les principaux moteurs du bien-être financier sont les comportements financiers, comme épargner périodiquement pour

[5] Elaine Kempson est directrice du Personal Finance Research Centre (PFRC) et professeure émérite dans le domaine des finances personnelles et de la recherche en politiques sociales à l'Université de Bristol.

l'avenir, être capable de réduire ses dépenses et de ne pas emprunter d'argent pour payer ses dépenses courantes, ainsi que les traits de personnalité. En outre, les chercheurs ont observé une corrélation entre les connaissances financières, l'expérience et l'orientation temporelle, d'une part, et les comportements financiers, d'autre part.

> *« L'objectif implicite de tout programme de littératie financière est de favoriser l'augmentation du bien-être financier. En étudiant les principaux déterminants directs et indirects du bien-être financier, il est possible de cerner les domaines où des interventions sont cruciales et où les gains seront vraisemblablement les plus importants, et de concevoir des programmes adaptés aux besoins. »* – Dr. Elaine Kempson, Université de Bristol

L'ACFC collabore avec Elaine Kempson et son équipe de recherche pour reproduire cette enquête au Canada. Ainsi, une enquête adaptée au Canada sera menée en ligne, au début de 2018. En s'appuyant sur ces données, l'ACFC étudiera les facteurs déterminants du bien-être financier qui sont liés au respect des engagements, au sentiment de confort, à la résilience face à l'avenir et au bien-être général. L'ACFC prévoit également étudier des indicateurs de comportements financiers comme les suivants : établir un budget, réduire ses dépenses, épargner périodiquement pour l'avenir, ne pas emprunter pour payer ses dépenses courantes, tenir sa comptabilité et choisir des produits financiers de manière éclairée.

Au Canada, les Comptables professionnels agréés du Canada (CPA) et la Fondation pour la planification financière travaillent de concert à la création d'un outil d'auto-évaluation du bien-être financier. Cet outil devrait voir le jour au début de 2018.

> *« La notion de bien-être financier n'est pas la même pour tous – se sentir bien financièrement a un sens différent pour chacun. Ainsi, la mise au point d'outils pour aider les Canadiens à mieux comprendre et structurer leur propre bien-être financier constitue une avancée importante en vue de l'amélioration de tous les aspects de la vie financière de chacun. »* – Derek Dedman, Fondation pour la planification financière

Parmi les autres travaux qui explorent les dimensions du bien-être financier, citons l'étude réalisée par Matthew Brzozowski et Brenda Spotton Visano, de l'Université York. Les auteurs y explorent la relation qui existe entre le stress financier, la satisfaction sur le plan financier et la satisfaction globale à l'égard de la vie au moyen de données tirées des cycles de 2005 et de 2010 de l'Enquête sociale générale (ESG) du Canada.

Les résultats de cette étude révèlent que le stress financier et l'insatisfaction sur le plan financier sont étroitement liés. En particulier, les personnes pour qui les difficultés financières sont le principal facteur de stress sont proportionnellement moins nombreuses à se dire très satisfaites de leur existence. Des travaux de recherche plus

approfondis permettront d'explorer la relation entre le stress financier subjectif et les indicateurs objectifs du stress financier, tels que l'endettement et le comportement sur le plan financier.

Contribuer
L'ACFC recrute des chercheurs et des bailleurs de fonds pour mener à bien les prochains projets de littératie financière. Si vous souhaitez participer au Plan national de recherche sur la littératie financière du Canada, veuillez prendre contact avec l'ACFC, à l'adresse FCAC at FCAC.ResearchandPolicy-RechercheetPolitique.ACFC@fcac-acfc.gc.ca.

Faire circuler
Faites connaître ce rapport et tous les travaux de recherche futurs sur Twitter, en utilisant le mot-clic #RechercheLitFin

Utiliser
Présentez une ressource à inclure dans la base de données canadienne sur la littératie financière de l'ACFC.

Restez informé des derniers résultats de recherche!

Le blogue de la littératie financière au Canada est le meilleur moyen de rester au fait du travail de la chef de la littératie financière. Ce blogue présente les travaux, outils et ressources ayant récemment vu le jour, et en fait la promotion. N'hésitez pas à faire circuler les billets et rapports parmi vos collègues pour mieux faire connaître l'excellent travail qui se fait dans le domaine de la recherche sur la littératie financière.